

FRANÇOIS HOLLANDE A BEAUCOUP DE CARTES EN MAIN

Hubert Vedrine

François Hollande a beaucoup de cartes en main

*La politique internationale a été peu abordée pendant la campagne électorale, est-ce parce qu'elle fait consensus et que François Hollande va s'inscrire dans une continuité «gaullo-mitterrandienne»? Hubert Védrine : Peu abordé: cela n'a rien d'original. Dans les démocraties actuelles, les débats électoraux se concentrent presque uniquement sur les enjeux intérieurs, l'économie, la société. Mais des thèmes internationaux s'imposent par le biais de la mondialisation ou de l'Europe, par exemple le pacte budgétaire. Mais ce n'est pas de la «politique internationale» en général, ou alors, cela porte sur des crises: Afghanistan, Sahel. Mais cela ne traduit ni désintérêt, ni forcément consensus. C'est vrai qu'il n'y a pas une opposition frontale binaire gauche/droite, mais pas vraiment non plus consensus, d'autant qu'il y a souvent des divergences de l'intérieur de chaque camp. Par exemple quand Nicolas Sarkozy, voulant rompre avec la diplomatie de Jacques Chirac, s'aligna au début sur George W. Bush. Au sein de la gauche, aussi, il y a des différences sur le degré d'intégration européenne, sur ce qu'il faut faire vis à vis du monde arabe, de l'Afrique, des émergents. Quand à ce que l'on appelle parfois le «gaullo-mitterrandisme» c'est tout simplement la ligne de la Vème République, un réalisme qui a évolué constamment avec le monde mais reste fondé sur l'idée que la France doit continuer à avoir sa propre politique étrangère. Je crois François Hollande à la fois héritier conscient de cette histoire, et très libre. C'est à lui maintenant de fixer le cap. *Quel héritage laisse le président sortant? H.V. Contrasté. Des échecs, des rejets, quelques réussites. Un héritage durable: le G20. Beaucoup de dirigeants s'étant, à la longue, habitués à lui, préférant le statu quo au changement. C'est classique! Mais à l'instant même où un nouveau président est élu, le réalisme l'emporte. François Hollande bénéficiera, au début, du contraste de style et de méthode avec son prédécesseur. Car si Nicolas Sarkozy avait impressionné par sa capacité à arracher des décisions, celles-ci ont eu souvent un coût élevé car il heurtait ses interlocuteurs. Or une politique étrangère, c'est la maîtrise des interactions dans la durée, ce qui est autre chose que des effets d'annonce, des postures, des succès ponctuels. La diplomatie Hollande pourra mettre cela à profit, au Mexique, en Turquie, entre autres. Et même en Europe. *G8, G 20, crise de la dette dans la zone euro : François Hollande doit démarrer très vite. Quelles devraient être ses priorités? H.V. Je ne veux pas avoir l'air de donner des conseils (et je ne suis candidat à aucune fonction) et c'est lui, et les événements, qui fixent les priorités. Néanmoins mon expérience m'amène à penser qu'il a beaucoup de cartes en main. Ne pas s'être beaucoup exprimé sur ces sujets pendant la campagne est une force. Cela a suscité perplexité, inquiétudes, ou attentes qui fournissent maintenant autant de potentiels leviers. Cela dit, via la crise et les mutations mondiales, l'économie commande. On ne peut plus isoler les sujets «diplomatique-diplomatiques» de cette donnée centrale. La question primordiale aujourd'hui est celle de la politique économique en Europe, et d'abord dans la zone euro. François Hollande est parfaitement conscient que pour la réorienter il lui faut réussir le rééquilibrage des relations avec l'Allemagne, au plan politique et économique, mais d'abord psychologique. Pour cela il faut réintroduire les autres partenaires dans le jeu. Et ne pas avoir peur d'une mise au point claire avec Berlin car sur beaucoup de sujets les approches ne sont plus les mêmes. Nous ne sommes plus à l'époque du «couple» franco-allemand, mais il n'y a pas de substitut à l'entente franco-allemande. *Comment pourrait-il y arriver? H.V. L'élection de François Hollande a déjà commencé à changer la donne. Au début de son quinquennat Nicolas Sarkozy avait mené une politique très antagoniste vis à vis de Berlin. Il l'a fini de façon suiviste... Peut-être n'avait-il plus le choix? Le fait que François Hollande ait inquiété Angela Merkel et d'autres dirigeants conservateurs à propos du pacte budgétaire européen a déjà débouqué la discussion sur le volet croissance, occulté jusque là. Avec la crise grecque les Allemands, quand ils ont compris qu'ils ne pouvaient prendre le risque d'un éclatement de la zone euro, ont imposé aux pays de la zone euro une très stricte politique de rigueur. Avec, depuis deux ans un langage exclusivement punitif : sanctions, surveillance, contrôle! Il faut certes assainir les finances publiques, mais une politique de rigueur n'est pas supportable sans croissance, ni vision de l'avenir. C'est ce qu'a martelé François Hollande et, du coup, nombre de dirigeants européens ont compris qu'avec son élection il y aurait moyen de rééquilibrer une politique économique européenne trop marquée par les conceptions d'Angela Merkel et de la CDU. C'est aussi ce qu'attendent les Américains, et le FMI. François Hollande a ainsi déjà réussi à créer un espace politique, à partir de presque rien, démentant déjà les commentaires sur son manque d'expérience en matière internationale, et sur la base duquel il va pouvoir agir. *Le mot croissance ne signifie pourtant pas la même chose à Paris et Berlin où l'on insiste sur les réformes structurelles? H.V. Sans doute, mais ce débat n'aurait même pas lieu si François Hollande n'avait pas imposé ce thème de la croissance. Je suis convaincue que dans le compromis final il y aura une forte dose de «hollandisme» économique. *Au delà de l'Europe, quels sont les grands défis diplomatiques pour François Hollande? Faut-il réorienter la politique étrangère? H.V. La politique étrangère française, même s'il y a des constantes depuis le début de la V^e république, a été constamment adaptée. Depuis la fin de l'Urss, elle a dû se réinventer pour s'adapter au monde «global» et agir, selon les cas, au niveau national, bi-latéral, de la zone euro, de l'Union, du G 20, de l'Onu etc... L'objectif d'une politique étrangère européenne commune (pas unique) ne nous dispense pas de continuer à prendre les initiatives internationales nécessaires, indispensables pour que la synthèse européenne se fasse par le haut. Faut-il agir seul ou avec d'autres? Faut-il s'engager à fond sur tels dossiers ou pas trop, parce qu'il y a d'autres urgences? Comment utiliser au mieux tous nos leviers d'influence? Au Président, qui sera en quelques semaines complètement partie prenante du grand jeu international, de décider. Qu'il s'agisse du Proche et du Moyen orient, où les principes auxquels nous nous référons restent ceux fixés par Mitterrand en 1982 dans le discours où il a envisagé un État Palestinien; ou de la politique africaine où, une fois éliminé ce qui reste de la vieille France-Afrique, il faudra une politique africaine (tout le monde en a une) moderne. Et d'une stratégie à long terme vis à vis des émergents globalement, et au cas par cas. A partir des références qu'il s'est donné François Hollande dispose d'un éventail de choix plus large que l'on ne croit. *Les premiers rendez vous seront le sommet du G8 et celui de l'Otan. Quels en sont les enjeux? H.V. Le G 8 est une occasion opportune de prise de contact. En revanche, au sommet de l'Otan, à Chicago, il s'agira de faire admettre à Barack Obama, sans le gêner, le calendrier de retrait des troupes françaises combattantes d'Afghanistan. Et sortir de ce sommet avec le moins de contraintes possibles sur le bouclier anti-missile et sur l'avenir de la dissuasion nucléaire. Enfin, s'il n'est pas question de ressortir à nouveau des structures de commandement intégré, comme François Hollande l'a dit, la France aura à faire le bilan de ce retour, et à s'interroger et réfléchir sur le rôle et la fonction de l'OTAN. Mais cela c'est pour après Chicago. *Quel geste fort pourrait faire le nouveau président vis à vis des mouvements démocratiques qui continuent de secouer le monde arabe? H.V. Être disponibles, les écouter. Pour tous les pays ces printemps arabes sont une dure leçon de modestie. Aucun n'a pressenti ce qui se préparait. Ensuite, nous les avons admiré d'avoir renversé eux-mêmes des despotes. Nous souhaitons ardemment que leur démocratisation se concrétise rapidement, et sans heurts. Mais nous n'avons pas tellement de moyens pour influencer sur le cours des événements. Il y a un contraste croissant entre l'idée que les Occidentaux se font de leur «rôle» et de leur responsabilité historique, et ce qu'ils peuvent faire. Ces peuples ont repris leur destin en main. Le Maghreb ainsi sera plus arabe, plus musulman, mais toujours francophile si nous savons bien jouer nos cartes. Les Américains n'ont guère plus d'influence sur le cours des événements en Egypte.. Ces sociétés vont évoluer, au fil des années y compris les partis islamistes qui vont être encore plus transformés par le pouvoir qu'ils n'arriveront à changer la société. Mais il ne faut pas non plus passer d'un extrême à l'autre et penser que parce que nous ne décidons plus pour ces pays, nous n'avons plus rien à faire avec eux. Il nous faut avoir des capteurs, être au contact, garder des liens multiples et être disponibles pour apporter l'aide la plus intelligente possible, et des partenariats, si ces pays nous le demandent. *Et sur la Syrie que faire? H.V. C'est une insurrection compréhensible, réprimée avec une cruauté abjecte. François Hollande a annoncé qu'il persévérerait dans la politique menée par les Européens, et en France par Alain Juppé. Mais les pressions des Occidentaux et des pays arabes, convaincus de la nécessité d'un changement de régime à Damas, et le travail auprès de l'opposition, n'aboutira pas sans impliquer encore plus la Russie et la Turquie dans le jeu. *Quelle est aujourd'hui la marge d'action internationale d'un pays comme la France? H.V. Elle reste consistante si l'on comprend la nouvelle géopolitique. L'Occident a perdu le monopole du pouvoir mondial qu'il détenait depuis quatre siècles. En terme de puissance relative, les émergents sont déjà ce que nous pensions avant la crise qu'ils seraient en 2030! Cela se constate dans toutes les négociations internationales et sur le terrain économique, dans la «mêlée mondiale(1)». Mais les émergents ne forment pas une alliance homogène qui va dominer le monde. Les Occidentaux vont rester longtemps les plus puissants et les plus riches. Mais ce sera relatif, le monde sera multipolaire et instable. Dans ce monde la France doit défendre à tous les niveaux et dans toutes les enceintes ses intérêts vitaux, et faire en sorte qu'elle puisse toujours, demain, prendre des décisions autonomes. Parmi les 193 États des Nations Unies, la France fait toujours partie des quelques 5 à 10 pays les plus influents, avec une puissance et une influence plus ou moins grande selon les sujets à condition qu'elle sache en user, et mobiliser des partenaires ou des alliés. Il est évident que l'on est plus encore plus influent si l'on agit au niveau européen, rendu plus intégré par la crise. Mais pas parce qu'il faudrait «s'en remettre» par faiblesse à l'Europe! L'Europe doit conjuguer par le haut les ambitions et d'abord celle, nouvelle, de la France. (1) «Dans la mêlée mondiale» Hubert Védrine - Fayard 2012



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > François Hollande a beaucoup de cartes en main



15/05/2012